

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 16/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF ENERGIES NOUVELLES FRANCE

SAS NOREOLE

Coeur Défense - Tour B - 100 esplanade Général de Gaulle
92400 Courbevoie

Références : 81-CRARC-2026-99
Code AIOT : 0006809641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2026 dans l'établissement EDF ENERGIES NOUVELLES FRANCE implanté Lieu-dit Fontaine des 3 Evêques 81240 Sauveterre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du chantier de démantèlement et de renouvellement du parc éolien de Sauveterre 1.

Ce chantier s'effectue conjointement à la construction du nouveau parc éolien de Sauveterre 2 (4 éoliennes situées au nord du site, en extension de Sauveterre 1).

Il s'agit de la 2^{ème} visite d'inspection en phase chantier, après celle du 15/12/2025 portant sur les travaux de démantèlement. Une inspection relative au contrôle du défrichement a également eu

lieu avec la direction départementale des territoires du Tarn le 9 avril 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF ENERGIES NOUVELLES FRANCE
- Lieu-dit Fontaine des 3 Evêques 81240 Sauveterre
- Code AIOT : 0006809641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Sauveterre 1 était un parc composé de 6 éoliennes de modèle VESTAS V80, d'une puissance unitaire de 2 MW et d'une hauteur en bout de pale de 107 m, situé sur la commune de Sauveterre. Ce parc avait été mis en service en février 2009.

Le renouvellement du parc a été autorisé par arrêté préfectoral du 26/02/2025. Il consiste à remplacer les 6 éoliennes par 6 autres éoliennes de type ENERCON E82, d'une puissance unitaire de 3 MW et d'une hauteur en bout de pale de 119 m. Ce projet modifie essentiellement le gabarit des éoliennes. Certaines éoliennes sont légèrement déplacées par rapport au parc initial mais les plateformes existantes sont réutilisées, au moins partiellement, dans le cadre des aménagements du parc renouvelé.

Le chantier de démantèlement a démarré le 09/10/2025. Au jour de l'inspection, les éoliennes ont été démantelées, le coulage de la fondation a été réalisé pour E4 et les cages d'encrage étaient en cours de montage sur E5 et E6.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Informations à communiquer avant le démarrage du chantier	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2> I	Sans objet
3	Installations à démanteler et remise en état	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Planification et encadrement du chantier	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1	Sans objet
5	Création des fondations des aérogénérateurs	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.5	Sans objet
6	Préparation du chantier et balisage des stations à protéger	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.2	Sans objet
7	Circulation des engins	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.3	Sans objet
8	Gestion des déblais/remblais	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.4	Sans objet
9	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
10	Suivi du chantier	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.8	Sans objet
11	Périodes d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.2	Sans objet
12	Moyens de lutte contre la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.6	Sans objet
13	Information	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le chantier de construction du parc renouvelé de Sauveterre 1 respecte les prescriptions réglementaires.

Les non-conformités mineures relevées lors de la première inspection 'démantèlement' du 15/12/2025 ont été levées.

L'exploitant a transmis un document de planification environnementale, régulièrement mis à jour, qui permet de vérifier la conformité des mesures environnementales du chantier de construction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2> I
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration OREOL

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 15/12/2025, l'inspection avait relevé l'absence de données dans la base OREOL relativement au chantier de renouvellement. Ces données sont désormais renseignées, notamment la date de démarrage du chantier de démantèlement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Informations à communiquer avant le démarrage du chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Phase de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit informer le Préfet du Tarn, l'inspection des installations classées et la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud du démarrage des travaux au moins 3 mois à l'avance.</p> <p>Lors des phases de construction et de démantèlement du parc éolien, le guichet de la DGAC est informé, par mail, de la date de levage des aérogénérateurs, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration est formulée avec un préavis d'un mois auprès de la DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr ou via le guichet unique : https://guichet-unique-obstacles.aviation-civile.gouv.fr</p> <p>L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest située à Mérignac (33) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ; • pour chacun des aérogénérateurs : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises). <p>L'exploitant informe par courrier le service départemental d'incendie et de secours du Tarn de la date d'ouverture du chantier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les courriers d'information à destination de la préfecture du Tarn, du SDIS 81 et de la communauté de Brigades de Saint-Amans-Soult sur le démarrage des travaux ainsi que le courrier adressé au guichet unique de la DGAC le 01/08/2025 avec tous les éléments demandés. En revanche, l'inspection n'a pas connaissance d'un courrier adressé à la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra à l'inspection les courriers d'information adressés au Ministère de la Défense comportant tous les éléments demandés (calendrier du chantier, positions géographiques des aérogénérateurs, altitude NGF, hauteur hors tout).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Installations à démanteler et remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29
Thème(s) : Autre, Démantèlement des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement « s'appliquent également au démantèlement des aérogénérateurs qui font l'objet d'un renouvellement. Elles comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le démantèlement des installations de production d'électricité ; - le démantèlement des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison. Dans le cadre d'un renouvellement dûment encadré par arrêté préfectoral, les postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison peuvent être réutilisés ; - l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet « et ayant été acceptée par ce dernier » démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation. « Dans le cadre d'un renouvellement dûment encadré par arrêté préfectoral, les fondations en place peuvent ne pas être excavées si elles sont réutilisées pour fixer les nouveaux aérogénérateurs. - la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état. <p>II. Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.</p> <p>Au 1er juillet 2022, au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue par le I, doivent être réutilisés ou recyclés.</p> <p>Au 1er juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.</p> <p>Les aérogénérateurs dont le dossier d'autorisation complet est déposé après les dates suivantes ainsi que les aérogénérateurs mis en service après cette même date dans le cadre d'une</p>

modification notable, doivent avoir au minimum :

- après le 1er janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.

III. Une fois les opérations de démantèlement et de remise en état achevées, l'exploitant fait attester, conformément à l'article R. 515-106 du code de l'environnement, que les opérations visées aux I et aux trois premiers alinéas du II ont été réalisées conformément aux prescriptions applicables.

Cette attestation est établie par une entreprise répondant aux conditions fixées par les textes d'application de l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Constats :

Cette inspection vient compléter la visite du 15/12/2025 et fait un point sur l'état d'avancement du chantier de démantèlement des 6 éoliennes du parc. Au 15/04/2026, la situation est la suivante :

- E1 : fondations démolies, présence d'une zone de stockage temporaire de matériaux ;
 - E2 et E3 : démolition du massif, des composants restent à évacuer, stockage temporaire de matériaux sur la plateforme ;
 - E4, E5 et E6 : démolitions terminées.
- E4 : coulage de la fondation le 09/04/2026, concassage ;
 - E5 : cage d'encrage en cours de montage, séparation de la ferraille et du béton avant concassage ;
 - E6 : cage d'encrage en cours de montage, coulage le 15/04/2026.

La gestion des déchets de démolition et de démantèlement a été vérifiée lors de l'inspection du 15/12/2025. Le document remis à l'inspection intitulé "Filières d'évacuation des déchets du démantèlement" recense l'ensemble des opérations de réutilisation et de recyclage des éléments des éoliennes.

L'exploitant indique que le dossier relatif à la mission ATTES (évacuation des déchets, bilan matière, etc.) est en cours de complétude par le bureau d'étude SEREA et que l'ATTES éolien sera transmise vers la fin de l'été 2026. Il précise également que les premiers BSD seront bientôt disponibles.

Les premières phases de levage sont prévues pour juin 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Planification et encadrement du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1

Thème(s) : Autre, Phase de travaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise des documents de planification environnementale des travaux dans le cadre de la procédure d'appel d'offres et son suivi de chantier.

Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :

<ul style="list-style-type: none"> - le contexte environnemental du projet, - les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues, - le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle, - le plan de circulation des engins, - les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire, - la sensibilisation, la formation, le contrôle interne. <p>Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite du 15/12/2025 révélait l'absence d'un document de management environnemental. Lors de la présente inspection, l'exploitant a transmis le rapport "Suivi du management environnemental" en date du 07/04/2026 pour les chantiers de construction de Sauveterre 1 et 2. Ce document, élaboré par le bureau d'études SOLER IDE et actualisé après chaque visite environnementale de chantier, permet de vérifier la mise en œuvre et la conformité des mesures environnementales en phase travaux conformément aux prescriptions réglementaires. L'exploitant a également transmis le "rapport de contrôle externe environnement n°10" en date du 09/04/2026 qui présente des photos et observations pour chaque phase chantier des 2 parcs en construction.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Création des fondations des aérogénérateurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phase de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol et définir le type de fondation adaptée pour l'implantation des aérogénérateurs, parmi les types prévus dans le dossier de demande d'autorisation et pour lesquels les impacts ont été analysés dans ce dossier ; cette étude et ses conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis l'étude géotechnique "Rapport G2AVP" réalisée par ELIOS lors de la précédente inspection du 15/12/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Préparation du chantier et balisage des stations à protéger

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phase de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Préalablement aux travaux et à l'intervention des engins :

- les surfaces nécessaires au chantier sont clairement identifiées ;
- les milieux humides et aquatiques dont la destruction n'est pas dûment autorisée, sont balisés pour être évités en totalité pour les installations de chantier, les dépôts de matériaux et de déplacement des engins ;
- les ornières et flaques d'eau sont comblées avant le début des travaux. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens (œufs et individus), et dans ce cas un balisage approprié est réalisé pour éviter de les impacter ;
- les dispositions sont prises pour empêcher le public d'accéder au chantier ; ces dispositions restent en place pendant toute la durée du chantier ;
- des points de regroupement du personnel et de rendez-vous avec les services départementaux d'incendie et de secours en cas de sinistre sont définis en lien avec ces derniers.

Constats :

L'inspection constate que les emprises travaux sont clairement identifiées et les milieux humides et aquatiques balisés. L'inspection relève notamment au niveau des éoliennes :

- E1 : saulaie humide mise en défens (panneau et chaîne) ;
- E2 : prairie humide mise en défens (panneau et chaîne) ;
- E5 : mise en défens d'un talus favorable aux reptiles ;
- E6 : saulaie humide mise en défens.

L'inspection relève l'absence d'ornières ou flaques d'eau sur les plateformes. A noter que le rapport de suivi ne fait état d'aucune découverte d'amphibiens lors des visites.

Un panneau d'accès interdit au public est présent à l'entrée du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Circulation des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.3

Thème(s) : Autre, Phase de travaux

Prescription contrôlée :

Un plan de circulation est établi pendant la période de construction. En dehors des périodes d'activité, tous les engins mobiles, hormis les grues, sont stationnés sur les plateformes réservées à cet effet.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).

La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.

Constats :

Un plan de circulation a été mis en place pour la période des travaux.

Lors de la visite, les engins de chantier étaient stationnés sur des zones autorisées.
L'inspection constate la présence de panneaux de limitation de vitesse à 30 km/h.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des déblais/remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.4

Thème(s) : Autre, Phase de travaux

Prescription contrôlée :

Toutes les dispositions sont prises pour que les écoulements souterrains et superficiels soient maintenus dans leur état initial, notamment lors de la mise en place des pistes et des accès, ou lors de l'enfouissement des lignes électriques (par exemple mise en place de buses sur les chenaux d'écoulement des eaux superficielles). Dans la mesure du possible, les câbles électriques sont enterrés au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées.

Au cours du chantier, les matériaux décapés sont réutilisés sur site en fonction de leur nature notamment pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Les terres végétales sont prioritairement réutilisées en fin de travaux pour la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés sont évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier sur la base des recommandations de l'écologue cité à l'article 3.4 en charge de l'accompagnement des différentes phases de chantier.

Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.

Constats :

Le rapport de suivi du management environnemental du 07/04/2026 précise que :

- la plupart des pistes sont déjà existantes et ont été réutilisées ;
- les câbles électriques sont majoritairement enterrés au droit des accès ou des pistes forestières ;
- les écoulements souterrains et superficiels sont maintenus ;
- les matériaux décapés sont stockés sur site au droit des plateformes et réutilisés lors des travaux ;
- la terre végétale est stockée au droit des plateformes, dans les zones validées par l'écologue ;
- aucune terre extérieure n'a été apportée.

La visite terrain n'a pas relevé de non-conformité sur ces points.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site

Prescription contrôlée :

Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'inspection constate que les voies d'accès sont carrossables et que les abords de l'installation sont correctement entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.8
Thème(s) : Autre, Phase de travaux
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) sont mandatés par l'exploitant pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant. Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie les solutions appropriées. Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.
Constats : Depuis février 2026, le suivi hebdomadaire du chantier est réalisé par des écologues du bureau d'études SOLER IDE (précédemment la société INDDIGO de septembre 2025 à janvier 2026) afin de vérifier la bonne mise en œuvre des mesures de protection de l'environnement. Le suivi du management environnemental du 07/04/2026 ne fait état d'aucune espèce protégée et/ou patrimoniale découverte à ce jour dans les emprises du chantier. Ce rapport de suivi permet de suivre précisément les mesures mises en place, les non-conformités éventuelles et, le cas échéant, les actions correctives mises en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Périodes d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.2
Thème(s) : Autre, Mesure de réduction
Prescription contrôlée : Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de

certaines rapaces, tous les travaux liés à la construction, au démantèlement des éoliennes (terrassment, excavation de terres sur site liés au décapage afin de permettre l'installation du futur parc éolien, démantèlement des fondations pour la phase de démantèlement des éoliennes) sont interdits en phase de reproduction, **soit du 1^{er} avril au 31 juillet**.

Les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement (tel que prévu au titre III du présent arrêté) sont interdits entre le **1^{er} novembre et le 31 août**, excepté pour les moins impactants, à l'appréciation d'un écologue, qui sont interdits entre le **1^{er} avril et le 31 juillet**.

Les travaux de finalisation des aménagements (y compris coulage des fondations, montage ou démontage des éoliennes, finition des excavations et remblaiements, finitions des tranchées pour les réseaux électriques) peuvent être réalisées sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées, en continuité des opérations de libération des emprises et avec accompagnement d'un écologue.

En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par l'inspection des installations classées.

Constats :

Le suivi du management environnemental SOLER IDE en date du 07/04/2026 précise que :

- les travaux de terrassment/excavation/démantèlement des fondations ont débuté le 20/10/2025 et sont toujours en cours ;
- les travaux de débroussaillage/déboisement/défrichement ont été réalisés entre le 09/10/2025 et le 31/10/2025 et sont achevés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de lutte contre la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.6

Thème(s) : Autre, Mesure de réduction

Prescription contrôlée :

Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :

- utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus ;
- stationnement, entretien et opérations de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants des engins s'effectuera hors de sites à enjeux sensibles dans des bacs de rétention étanches suffisamment bien dimensionnés (125 % du volume total stocké) ;
- mise à disposition de kits anti-pollution à proximité des engins et au niveau de l'aire étanche ;
- aménagement d'une fosse à béton pour le nettoyage des camions-toupie ;
- stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la

<p>réglementation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation vers des filières dûment autorisées ; • privilégier la mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plateformes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut ; • interdiction durant la phase du coulage du béton des fondations de créer des tranchées dans les fondations de la plateforme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche ; • privilégier la création de fossés enherbés naturel le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plateformes ; • aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux ; • installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.
<p>Constats :</p> <p>Sur la base de vie utilisée par ENERCON, l'inspection constate la présence de produits (cuves de carburant, Ad Blue) stockés sur une aire étanche. Cependant, les bâches présentaient des trous qui ont été recouverts par des pièces de bâches maintenues par des pierres, ce qui s'avère insuffisant pour garantir une étanchéité totale de la rétention. Ce point a été traité lors de l'inspection du 09/04/2026.</p> <p>Durant la visite, l'inspection a vérifié la présence de kits antipollution sur 4 engins de chantier. Il a été constaté l'absence de kits sur l'un des engins, ce qui a été corrigé depuis par l'exploitant. Le ravitaillement des engins s'effectue sur des aires étanches.</p> <p>Au niveau de E4, l'inspection relève :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'une fosse à béton étanche pour le lavage des camions toupies. Cependant, celle-ci est pleine alors que l'exploitant indique que le dernier coulage a eu lieu la semaine précédente ; • la présence d'un container dédié au stockage des déchets industriels banals (DIB). <p>L'inspection n'a pas constaté la présence de tranchée pouvant provoquer un écoulement de laitance vers le milieu naturel lors du coulage du béton des fondations.</p> <p>Enfin, les fossés sont aménagés de sorte à permettre un libre écoulement des eaux et aucun bassin de décantation n'a été créé à ce jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de procéder à des vidanges plus régulières de la fosse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 11
Thème(s) : Autre, Réunions d'information
Prescription contrôlée :

Afin d'instaurer un espace d'échanges entre l'exploitant et les différentes parties prenantes (élus, associations, Parc Naturel Régional du Haut Languedoc, préfecture, services de l'État, etc.), l'exploitant organise deux réunions d'information :

- une première réunion avant le début des travaux de démantèlement du parc existant où l'exploitant présentera notamment le déroulement de la phase chantier et les différentes mesures mises en place ;
- une autre réunion dans l'année qui suit la mise en service du parc renouvelé.

Deux mois avant la première réunion, l'exploitant transmet une liste de participants qui est soumise à validation par l'inspection des installations classées.

L'exploitant respecte un délai de prévenance de 20 jours francs minimum avant la tenue de chaque réunion dans la commune d'implantation. Il en fait un compte-rendu qui est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées.

Une visite du site pourra être organisée à la demande des participants.

Constats :

La première réunion d'information s'est tenue le 21/10/2025 à Sauveterre en présence des différents acteurs concernés (exploitant, élus, associations, DREAL, etc.).

Cette réunion avait pour objectif de présenter le projet, le calendrier de chantier et les mesures environnementales mises en place. Un groupe WhatsApp, composé notamment des chasseurs, élus, exploitants forestiers, a également été créé afin de communiquer sur l'état d'avancement du chantier.

Un compte-rendu de cette réunion a été transmis le 23/10/2025 par EDF à tous les participants.

Type de suites proposées : Sans suite